

L'émergence des élites transnationales modifie le visage de l'économie suisse

Au cours des trente dernières années, une classe de dirigeants cosmopolites s'installe à la tête des grands groupes helvétiques. Le portrait collectif de ces leaders mesure la déconnexion croissante de l'économie avec les sphères politique et sociale.

En mai dernier, Brady Dougan, directeur exécutif du Credit Suisse, accorde à un journal alémanique une interview qui provoque la polémique. Dans cet entretien paru dans *Das Magazin*, supplément hebdomadaire du *Tages Anzeiger*, il décrit en détail les raisons pour lesquelles son établissement avait été relativement épargné par la crise financière. Il prenait également position par rapport aux nouvelles réglementations bancaires qui sont en cours de discussion.

Le lendemain, le *Sonntagsblick* consacre un article à cette interview, signé par l'éditorialiste Frank A. Meyer et intitulé «Et c'est un problème». Cette tribune ne s'attarde pas sur les analyses économiques du banquier américain mais se focalise sur son mode de vie. Deux passages suscitent l'ire de Frank A. Meyer. D'une part, lorsque Brady Dougan, interrogé sur ses nombreux voyages et sur le fait qu'il est rarement à la maison, répond: «Qu'est-ce que vous entendez par 'à la maison'? A Zurich ou à New York?» D'autre part, lorsqu'il fait transparaître sa relative ignorance du système politique helvétique. Il a en effet été incapable de citer le nombre de conseillers fédéraux («huit?») et de nommer la présidente de la Confédération. Pour Frank A. Meyer, le dirigeant américain du Credit Suisse représente l'incarnation de ces élites économiques transnationales – «les maîtres de l'univers» – vivant dans un monde virtuel de plus en plus déconnecté des autres mortels «qui ne sont pas globalisés et qui savent parfaitement et à tout moment, où se trouve leur domicile.»

Ce débat est caractéristique du traitement des élites par la presse – que ce soit en Suisse ou à l'étranger. Les portraits in-

dividuels, souvent proches de l'hagiographie ou de la dénonciation, sont privilégiés. Cette polémique pointe du doigt les profonds changements qu'ont connus les grandes firmes helvétiques ces dernières années. En effet, l'accélération de la libéralisation des échanges et la financiarisation croissante de l'économie ont profondément affecté l'organisation des entreprises et contribué à modifier le profil de leurs dirigeants.

Il convient donc de se demander si Brady Dougan est représentatif de ces «maîtres de l'univers» ou, au contraire, est un personnage atypique. Les recherches que nous avons effectuées sur le portrait collectif («prosopographie») des élites économiques en Suisse au XX^e siècle montrent que le manager américain du Credit Suisse est emblématique d'une nouvelle classe que l'on peut qualifier de «transnationales».

ENTREPRISE, ARMÉE, PARTI: L'EX TRINITÉ DU PATRONAT

Durant la majeure partie du XX^e siècle, les élites économiques en Suisse ont partagé un grand nombre de points communs. Même si les grandes sociétés helvétiques se sont caractérisées par la précocité de leur multinationalisation, l'actionnariat et la direction de ces dernières sont longtemps restées entre les mains de citoyens helvétiques. En 1980, les managers de ces sociétés avaient ainsi presque tous la nationalité suisse. Ils disposaient le plus souvent d'une licence en droit obtenue dans une université du pays. Plus de la moitié était officier à l'armée. Cette dernière, symbole des «valeurs nationales», représentait une source de légitimité et de prestige et constituait un atout

décisif pour accéder aux organes dirigeants des entreprises. En outre, les grandes sociétés helvétiques se distinguaient par la densité des interrelations entre leur conseil d'administration, en particulier entre les grandes banques et les entreprises non-financières. Certains auteurs ont même avancé à ce sujet la notion de communauté financiero-industrielle.

Cette élite économique, qui présentait une très grande homogénéité et cohérence, n'était pas déconnectée des autres sphères du pouvoir. Bien au contraire, le patronat helvétique se distinguait par sa multipositionnalité dans les sphères politique et administratif. Il n'était pas rare de voir les dirigeants des grandes firmes détenir des mandats politiques, au niveau cantonal ou fédéral, ou siéger dans des commissions extra-parlementaires. Ce cumul des mandats était révélateur de la forte imbrication entre les mondes économique et politico-administratif ainsi que de la faible professionnalisation du Parlement.

A partir des années 1990, les grandes firmes helvétiques se sont profondément transformées. En particulier, une nouvelle génération de managers a émergé à la tête ces sociétés: les dirigeants étrangers. Alors même que ces nouveaux acteurs ne sont pas intégrés dans les réseaux et lieux de sociabilité usuels de l'establishment helvétique, ils occupent désormais certaines des positions économiques les plus influentes du pays. Outre Brady Dougan, on peut citer l'Allemand Oswald Grübel à l'UBS, l'Américain Joe Jimenez chez Novartis et l'Autrichien Peter Brabeck à la tête de Nestlé. L'apparition de ce groupe est significative: le capital social traditionnel n'est plus indispensable pour accéder à la direction des sociétés importantes. Un parcours que l'on pourrait qualifier de cosmopolite est désormais une source de légitimité décisive. Les firmes privilégient, dans leur recrutement, des candidats au bénéfice d'une formation et d'une carrière très internationales, l'obtention d'un MBA dans une prestigieuse *Business School* américaine jouant à cet égard un rôle très important.

LIENS AFFAIBLIS AVEC LA POLITIQUE

Une partie des élites économiques traditionnelles a toutefois réussi à se maintenir en conservant ses caractéristiques. Ces dirigeants sont toujours suisses, ont suivi des études de droit, sont officiers à l'armée et membres du Rotary. Toutefois, leur influence a décliné. Ils ne dirigent plus forcément les principales banques, mais plutôt des sociétés de taille moyenne. Ils sont nettement moins nombreux à siéger dans les conseils d'administration d'autres firmes. Enfin, leurs liens avec la sphère politico-administrative se sont affaiblis. Le cumul des mandats économique, politique et administratif est devenu l'exception plutôt que la règle.

Brady Dougan n'est donc pas un cas isolé. Au cours de ces trente dernières années, l'élite économique en Suisse s'est profondément restructurée. L'ancrage national des dirigeants a perdu en importance au profit de nouvelles formes, plus internationales, de légitimité. Une nouvelle classe transnationale de managers, relativement homogène de par sa formation et son parcours professionnel, a ainsi accédé à la tête de certains fleurons du capitalisme helvétique. Il est intéressant de relever que les transformations des élites économiques helvétiques semblent contraster avec les évolutions, beaucoup moins prononcées, qu'ont connues certains grands pays européens, comme la France ou l'Allemagne. On peut se demander si la Suisse ne constitue pas un laboratoire de cette transnationalisation, si les dynamiques observées dans ce pays n'anticipent pas les changements que pourraient connaître les élites économiques de plus grandes nations que la Suisse disposant d'un marché intérieur plus vaste.

THOMAS DAVID ET ANDRÉ MACH

CET ARTICLE EST
LE PREMIER VOLET D'UNE SÉRIE
DE TROIS ANALYSES
SUR LES ÉLITES SUISSES.

PROCHAIN SUJET:
LES ÉLITES ADMINISTRATIVES

